

Convention de participation au financement de l'achat ou de l'adaptation du logiciel de gestion interopérable au DMP en EHPAD

ENTRE

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du MORBIHAN

Représentée par M. Mohamed AZGAG, Directeur

D'une part

ET

L'EHPAD

Adresse :

.....

.....

N° FINESS juridique :

N° FINESS géographique :

Représenté par Mme. M., Directrice/Directeur

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1- Objet

Le but de Dossier Médical Partagé (DMP) est de favoriser la coordination des soins entre les professionnels de santé, entre médecine de ville et établissements de santé ou médico-sociaux et de permettre au patient d'être mieux informé sur ses pathologies et traitements.

Ce « carnet de santé numérique » a la capacité de recueillir une information la plus exhaustive possible des données médicales intéressant un patient, quel que soit le lieu ou la structure organisatrice des soins.

La présente convention définit les modalités de participation de l'assurance maladie à l'achat ou l'adaptation des logiciels métiers des EHPAD sous la forme d'un soutien financier forfaitaire unitaire à chaque **EHPAD pour assurer l'interopérabilité avec le DMP et en favoriser la création et l'alimentation** selon les conditions décrites à l'article 2.

Article 2 - Prise en charge financière et conditions

La CPAM du Morbihan peut soutenir les EHPAD qui s'équipent d'un logiciel de gestion interopérable avec le DMP, c'est-à-dire dont les normes d'échange sont compatibles avec ce dernier et en permettent l'alimentation, notamment avec le Dossier de Liaison d'Urgence (DLU) de leurs résidents.

Le montant de la **rémunération forfaitaire est fixé à 2 500 € par EHPAD éligible.**

Conditions de prise en charge financière :

- L'EHPAD transmet à la CPAM du Morbihan
 - o la présente convention complétée et signée,
 - o la pièce justificative faisant preuve de l'équipement de la DMP compatibilité sous la forme de la copie de la facture,
- La CPAM :
 - o accuse réception des documents attendus,
 - o vérifie la date de la facture pour valider la pièce justificative.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Par la signature du présent contrat, l'EHPAD bénéficiaire s'engage à respecter les obligations suivantes :

- utiliser le financement attribué conformément à l'objet stipulé à l'article 1,
- atteindre dans les huit mois suivant la signature de la convention des taux de création de DMP et d'alimentation par le DLU :
 - Taux de création de DMP : 80% des résidents
 - Taux d'alimentation par le DLU : 100% des DMP créés
- justifier de tous documents, pièces ou informations relatives aux dépenses engagées à chaque demande de la CPAM,
- soumettre sans délai à la CPAM toute modification juridique ou administrative de la structure,
- ne pas reverser tout ou partie du financement attribué à un tiers qui ne serait pas fournisseur ou prestataire de l'action financée.

Article 4 - Conditions et modalités de versement des financements

Un montant forfaitaire de 2 500 € est versé en une fois au gestionnaire de l'EHPAD (FINESS JURIDIQUE déclaré par l'EHPAD).

L'agent comptable de la CPAM procèdera au versement de cette contribution à réception de la présente convention signée et de la copie de la pièce justificative demandée.

Article 5 – Résiliation Révision de la convention

À la demande d'une des parties, les dispositions de la convention peuvent être modifiées par voie d'avenant.

La demande de modification fait l'objet d'une discussion et d'un accord formalisé par voie d'avenant portant sur l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

La CPAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect par la co-partie signataire des obligations précitées à l'article 2 de la présente convention.

En cas d'inexécution partielle ou totale des engagements prévus à l'article 3 du présent contrat, la CPAM adresse au titulaire du contrat une mise en demeure motivée de prendre, dans un délai d'un mois, les mesures nécessaires au respect de ses engagements. Le titulaire du contrat peut présenter des observations écrites ou orales dans ce délai. Au regard des éléments de réponse, ce délai peut être renouvelé une fois pour la même durée.

Si, au terme du délai accordé par la CPAM, les mesures nécessaires au respect des engagements n'ont pas été prises sans justification valable, la CPAM peut modifier ou résilier le contrat. Elle peut décider le reversement de tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre.

Article 6 - Durée de la convention et entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à.....le...../ 2019

La CPAM du Morbihan

L'EHPAD

Date :...../ 2019

Nom du signataire :.....

Fonction du signataire :.....